Institut de la statistique Québec

Bulletin

Données sociodémographiques en bref

Migration interrégionale : constats pour 2001-2002

Migration interrégionale par région administrative, Québec, 2001-2002

Région administrative	Entrants	Sortants	Solde	Taux d'entrée	Taux de sortie	Taux net
	n			‰		
Ensemble du Québec	224 373	224 373	0	3,06	3,06	0,00

Table des matières

La migration interrégionale : constats pour 2001-2002 1

Les ménages au Québec et en Ontario 4

Professions : convergence entre les sexes? 6

IMPORTANT NOTE CONCERNING THE FOLLOWING PAGES

THE PAGES WHICH FOLLOW HAVE BEEN FILMED TWICE IN ORDER TO OBTAIN THE BEST REPRODUCTIVE QUALITY

USERS SHOULD CONSULT ALL THE PAGES REPRODUCED ON THE FICHE IN ORDER TO OBTAIN A COMPLETE READING OF THE TEXT.

REMARQUE IMPORTANTE CONCERNANT LES PAGES QUI SUIVENT

LES PAGES SUIVANTES ONT ÉTÉ REPRODUITES EN DOUBLE AFIN D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DE REPRODUCTION

LES UTILISATEURS DOIVENT CONSULTER TOUTES LES PAGES REPRODUITES SUR LA FICHE AFIN D'OBTENIR LA LECTURE DU TEXTE INTÉGRAL

Micromedia
ProQuest

789 East Eisenhower Parkway
PO Box 1346
Ann Arbor, MI 48106-1346 USA
Toll free: 1-800-521-0600
Fax: (734) 997-4247
Web: www.micromedia.ca

Institut de la statistique Québec

Conditions de vie

Juin 2003 Volume 7 - Numéro 3

Bulletin

Données sociodémographiques en bref

La migration interrégionale : constats pour 2001-2002

Par Dominique André

Au Québec, la migration interrégionale est la composante démographique qui influe actuellement le plus sur la croissance ou la décroissance d'une région. À la suite de l'analyse portant sur les périodes 1991-1996 et 1996-2001 publiée en décembre 2002 dans *La situation démographique au Québec*, bilan 2002, cet article présente les données de 2001-2002, notamment en ce qui concerne la situation des régions éloignées des grands centres.

Le Québec a enregistré un total de 224 373 migrations interrégionales entre le 1er juillet 2001 et le 30 juin 2002, soit une hausse de 1 % par rapport à 2000-2001. Concernant les entrées en chiffres absolus, la région administrative de Montréal occupe nettement le premier rang, tout comme dans les années passées, avec 47 866 nouveaux arrivants en provenance des autres régions. Elle est également la grande perdante en ce qui a trait aux sorties, avec 62 667 départs vers les autres régions, ce qui résulte en un solde négatif de 14 801 individus.

En termes relatifs, lorsqu'on rapporte les migrations à la population initiale, c'est dans les régions de la couronne nord de Montréal que l'on trouve les régions ayant le plus grand pouvoir d'attraction au Québec, soit celles qui affichent les taux d'entrée les plus élevés : Laval (6,26 %), les Laurentides (5,08 %) et Lanaudière (5,05 %). Malgré le taux de sortie également le plus élevé, soit 5,53 %, Laval se classe parmi les trois grandes gagnantes de la migration interrégionale au Québec, avec un taux net de 0,73 % derrière les Laurentides (1,34 %) et Lanaudière (1,07 %). Laval est en fait la région qui, en proportion de sa population, montre le plus de mouvements d'entrée et de sortie interrégionaux. À l'opposé, la région de l'Outaouais se caractérise par des taux d'entrée et de sortie très bas, soit 1,83 % et 1,40 % respectivement.

La migration interrégionale touche principalement les jeunes : 7,5 % des 20-24 ans et 7,3 % des 25-29 ans se sont déplacés d'une région à l'autre au cours de la période 2001-2002. Ce taux passe à 4,5 % chez les 30-34 ans et il devient plutôt marginal à partir de 50 ans, comme l'indiquent les taux inférieurs à 2 %.

Les hommes migrent un peu plus que les femmes : 3,2 % comparativement à 2,9 %. Par contre, on note un léger décalage entre les sexes quant à l'intensité du phénomène selon l'âge. À partir de 15 ans et jusqu'à 25 ans, les femmes migrent d'une région à l'autre plus que les hommes; cette proportion atteint même un sommet de 8,1 % chez les 20-24 ans, comparativement à 6,9 % chez les hommes. Par la suite, la tendance s'inverse en faveur des hommes, et ce, quelle que soit la tranche d'âge jusqu'aux 75 ans et plus.

Migration interrégionale par région administrative, Québec, 2001-2002

Région administrative	Entrants	Sortants	Solde	Taux d'entrée	Taux de sortie	Taux net
	n			%		
Montréal	47 866	62 667	-14 801	2,62	3,43	-0,81
Laval	11 863	10 307	2 556	6,26	5,53	0,73
Laurentides	24 193	17 791	6 402	5,08	3,73	1,34
Lanaudière	20 012	15 773	4 239	5,05	3,98	1,07
Montérégie	38 884	32 633	6 251	2,96	2,49	0,48
Capitale-Nationale	18 577	15 830	2 747	2,90	2,47	0,43
Chaudière-Appalaches	9 974	10 311	-337	2,57	2,66	-0,09
Outaouais	5 846	4 475	1 371	1,83	1,40	0,43
Estrie	8 310	7 223	1 087	2,90	2,52	0,38
Mauricie	6 110	6 322	-212	2,37	2,45	-0,08
Centre-du-Québec	6 581	6 492	89	2,98	2,94	0,04
Régions éloignées	16 157	25 549	-9 392	1,87	2,96	-1,09
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	2 407	3 220	-813	2,45	3,27	-0,82
Bas-Saint-Laurent	4 252	5 355	-1 103	2,13	2,68	-0,55
Saguenay–Lac-Saint-Jean	4 071	7 069	-2 998	1,45	2,52	-1,07
Abitibi-Témiscamingue	3 428	4 454	-1 026	1,65	2,13	-0,48
Côte-Nord	2 082	3 934	-1 852	2,10	3,97	-1,87
Nord-du-Québec	917	1 517	-600	2,42	4,01	-1,59
Ensemble du Québec	**224 373**	**224 373**	**0**	**3,06**	**3,06**	**0,00**

1. Comprend 518 mouvements migratoires d'une région éloignée vers une autre.

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance-maladie du Québec (RAMQ).

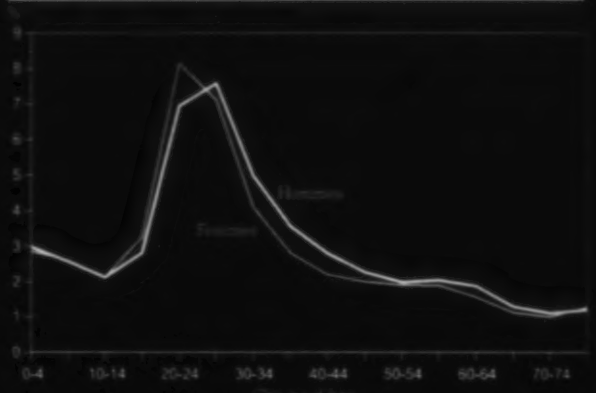
Table des matières

La migration interrégionale : constats pour 2001-2002 1

Les ménages au Québec et en Ontario 4

Professions : convergence entre les sexes? 6

Taux de migration interrégionale selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 2001-2002



Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

Les régions éloignées

Montréal a affiché une perte nette de 14 801 personnes dans ses échanges avec les autres régions au cours de la période 2001-2002. Ce déficit important représente des pertes de 0,81 %, bien en deçà de celles que l'on enregistre sur la Côte-Nord (– 1,87 %) et dans le Nord-du-Québec (– 1,59 %). En fait, les régions éloignées des grands centres – qui regroupent, en plus de ces deux régions, l'Abitibi-Témiscamingue (– 1,38 %), le Saguenay–Lac-Saint-Jean (– 1,07 %), la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (– 0,83 %) et le Bas-Saint-Laurent (– 0,55 %) – ont toutes un taux net de migration interrégionale négatif. Chacune d'elles perd donc une partie de sa population au profit des autres régions du Québec.

Globalement, les régions éloignées ont subi, par suite des migrations interrégionales, des pertes nettes de 9 392 personnes, ce qui est moindre en nombre que le déficit de la région de Montréal, mais supérieur pour ce qui est du taux (– 1,09 % contre – 0,81 % pour Montréal). Ces données masquent par contre une dure réalité concernant les régions éloignées, soit les pertes importantes qu'elles subissent chez les jeunes. Elles essuient, en effet, un déficit net de près de 6 100 jeunes de 15 à 29 ans. Cette érosion de forces dynamiques n'est pas compensée par l'apport de migrants interrégionaux aux autres âges. Dans le cas de Montréal, on assiste plutôt au départ des jeunes familles qui s'établissent dans les banlieues rapprochées (Laval, Lanaudière, les Laurentides et la Montérégie) mais qui continuent à participer au dynamisme économique de la région métropolitaine.

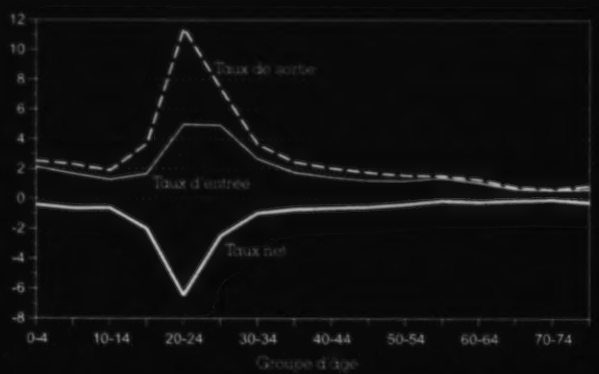
Le déficit des régions éloignées résulte d'un taux d'entrée global de 1,87 %, nettement sous la moyenne québécoise (3,06 %), et d'un taux de sortie de 2,96 %. Ce n'est donc pas tant les départs que le manque de pouvoir d'attraction qui serait ici en cause. Par exemple, d'autres régions, comme le Centre-du-Québec, ont connu des pertes de la même importance, mais elles ont tout de même réussi à garder le cap grâce à des entrées proportionnellement semblables ou supérieures.

L'analyse par groupe d'âge montre un déficit important pour les régions éloignées chez les 15-29 ans, dont des pertes dépassant 6 % chez les 20-24 ans. Les pertes migratoires nettes excèdent même 7 % pour ce groupe d'âge dans les régions de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (7,51 %), de la Côte-Nord (7,27 %) et du Saguenay–Lac-Saint-Jean (7,19 %). Sur le plan de l'effectif, le déficit net chez les 20-24 s'élève à plus de 3 600 jeunes dans l'ensemble des régions éloignées. À cet égard, c'est la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean qui est la plus durement touchée, avec un solde négatif de 1 427 personnes.

Où vont-ils?

Les mouvements des régions éloignées vers la région de Montréal atteignent un total de 4 281, alors que les migrations inverses sont au nombre de 2 546. Le déficit migratoire est donc de 1 735 personnes pour ce qui est des régions éloignées. Lorsqu'on considère aussi les régions environnantes de Montréal, c'est-à-dire Laval, Lanaudière, les Laurentides et la Montérégie, les pertes nettes s'établissent à 4 073, tandis que le solde des régions éloignées par rapport à la Capitale-Nationale est déficitaire de 2 987 personnes. (Voir tableau de la page suivante). En tout, 22,1 % des gens des régions éloignées ont choisi la région de la Capitale-Nationale comme destination première, la région de Montréal arrivant au second rang avec 16,7 %. Seuls les gens de l'Abitibi-Témiscamingue et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine ont préféré la région de Montréal à la Capitale-Nationale. Chez les jeunes de 15 à 29 ans, le constat est semblable : la région de la Capitale-Nationale obtient la faveur de 25,4 % des migrants des régions éloignées, comparativement à 23,1 % pour Montréal.

Taux d'entrée, taux de sortie et taux net de migration interrégionale des six régions éloignées, selon le groupe d'âge, 2001-2002



Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

Soldes migratoires interrégionaux des régions éloignées selon la région d'origine et de destination, 2001-2002

Région d'origine	Région de destination[1]																	
	Total	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	13	14	15	16	17
	n																	
Bas-Saint-Laurent (01)	-1 108	...	13	-753	41	57	-184	42	13	111	6	180	269	-10	23	0	52	15
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (02)	-813	-190	12	-287	4	44	13	9	15	14	8	...	76	34	40	22	56	42
Saguenay–Lac-Saint-Jean (03)	-2 998	13	...	-912	61	104	-815	-187	31	89	24	12	169	70	112	239	409	66
Abitibi-Témiscamingue (04)	-2 026	13	31	-287	29	113	-289	-243	...	10	36	16	26	69	75	345	321	93
Côte-Nord (09)	-1 852	111	89	-639	19	84	-232	-28	10	...	19	14	-107	33	61	58	-349	56
Nord-du-Québec (10)	-600	6	24	-77	2	47	-85	-83	96	18	...	5	-56	7	-22	39	-68	5
Total	-9 392	-269	-145	-2 387	-192	-449	-1 735	-698	-104	-206	-132	-180	-747	-199	-287	-703	-1 149	-246

Note : Les totaux ne se comparent pas entre le Bas-Saint-Laurent et les autres régions éloignées, malgré (-) ou (+) parce que ces derniers ont comme région (01) Bas-Saint-Laurent.

1. 01 : Bas-Saint-Laurent, 02 : Saguenay–Lac-Saint-Jean, 03 : Chaudière-Appalaches, 04 : Mauricie, 05 : Estrie, 06 : Montréal, 07 : Outaouais, 08 : Abitibi-Témiscamingue, 09 : Côte-Nord, 10 : Nord-du-Québec, 11 : Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, 12 : Chaudière-Appalaches, 13 : Laval, 14 : Lanaudière, 15 : Laurentides, 16 : Montérégie, 17 : Centre-du-Québec.

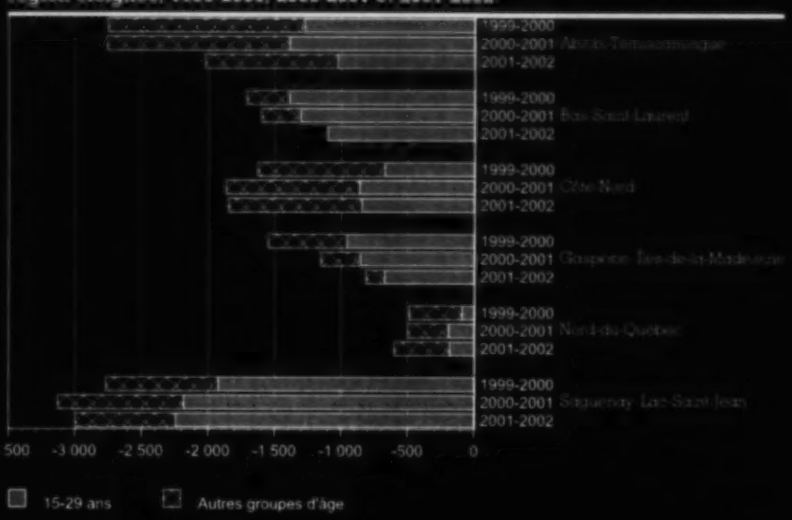
Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

La situation s'améliore

Malgré les pertes importantes sur le plan de la migration interrégionale, les régions éloignées ont affiché une meilleure performance en 2001-2002, comparativement aux deux années antérieures. Tandis que les pertes migratoires interrégionales se chiffraient à 10 905 personnes en 1999-2000 et à 11 019 en 2000-2001, elles sont de 9 392 en 2001-2002. Le taux net passe ainsi à – 1,09 %, en baisse comparativement aux années précédentes (– 1,24 % et – 1,26 %). Chacune des régions a connu des pertes moindres en 2001-2002, à l'exception du Nord-du-Québec. L'amélioration la plus notable en chiffres absolus s'observe dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue, qui passe d'un solde de – 2 763 à – 2 026. Cette région reste toutefois parmi les plus déficitaires, devancée seulement par le Saguenay–Lac-Saint-Jean (– 2 998).

La situation des 15-29 ans suit la même tendance, marquée par une amélioration en 2001-2002, sauf pour ce qui est de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean, qui non seulement enregistre les pertes les plus importantes sur le plan de l'effectif, mais qui voit également celles-ci augmenter au cours de la période. (figure ci-contre). Fait particulier à souligner, la région du Bas-Saint-Laurent a subi des pertes nettes de 1 108 personnes de 15 à 29 ans en 2001-2002, tandis que le solde est équilibré en ce qui concerne les autres groupes d'âge. Tout comme pour la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, des gains migratoires sont même réalisés chez les 50-74 ans.

Solde migratoire interrégional des 15-29 ans et des autres groupes d'âge, par région éloignée, 1999-2000, 2000-2001 et 2001-2002



Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

Note : Plusieurs tableaux portant sur les données de migration interrégionale pour la période 2001-2002 sont disponibles par groupe d'âge et par région sur le site internet de l'Institut de la statistique du Québec.

Les ménages au Québec et en Ontario

par Louis Duchesne

La situation démographique des Québécois et des Ontariens présente certains contrastes importants, et le Recensement de 2001 permet de mettre à jour le portrait des ménages. Il s'agira ici, sauf avis contraire, des ménages privés. Un ménage privé est en fait un logement privé occupé.

On a recensé 3,0 millions de ménages au Québec en 2001 et 4,7 millions en Ontario. Le nombre de ménages croît beaucoup plus que la population totale (y compris la population hors ménage privé) dans l'une et l'autre province. Entre 1981 et 2001, la population du Québec a augmenté de 12 % et le nombre de ménages, de 37 %, soit trois fois plus. Les pourcentages correspondants en Ontario sont de 32 % et de 42 %. L'augmentation de la population de l'Ontario est beaucoup plus importante que celle du Québec; mais celle du nombre de ménages est relativement semblable.

Comme le nombre de ménages augmente plus que le nombre d'habitants, le nombre de personnes par ménage ou la taille moyenne des ménages diminue. Un ménage québécois comprend en moyenne 3,7 personnes en 1971, mais seulement 2,4 en 2001. Alors que les ménages ontariens comprenaient moins de personnes en moyenne en 1971 (3,4) que les ménages québécois, leur taille moyenne est maintenant plus grande, avec 2,7 personnes. Il y a donc dans un ménage ontarien en moyenne 12 % plus de personnes qu'au Québec. La taille moyenne des ménages de la région métropolitaine de Montréal est la même que celle de l'ensemble du Québec, tandis qu'elle est un peu plus faible à Québec (2,3). Cependant, à Toronto, la taille moyenne des ménages (2,8) est un peu plus élevée que la moyenne ontarienne. En fait, dans la RMR de Québec, deux ménages sur trois (66 %) ne sont composés que de une ou deux personnes, alors qu'à Toronto, c'est le cas de la moitié des ménages seulement, et à Montréal, de 63 % des ménages.

On peut diviser les ménages en quatre grands genres. Les ménages formés de couples avec enfants sont les plus nombreux et ils représentent 31 % des ménages au Québec et 36 % en Ontario en 2001. Au Québec cependant, ils sont suivis de très près par les ménages d'une seule personne (30 % des ménages) dont la proportion est beaucoup moindre en Ontario (24 %). Le quart des ménages sont constitués de couples sans enfants dans les deux cas. La proportion de ménages composés d'une famille monoparentale est également semblable dans les deux provinces, soit 10 % et 11 %, tandis qu'un petit nombre de ménages « autres » sont formés de colocataires, de plusieurs familles, etc. Les principales différences apparaissent donc dans les proportions de couples avec enfants (5 points centésimaux) et de personnes seules (6 points centésimaux).

Répartition des ménages privés selon le genre, Québec et Ontario, 2001

Genre de ménage	Québec	Ontario
	%	
Couple avec enfants	30,9	36,0
Couple sans enfants	24,6	24,6
Famille monoparentale	10,7	10,2
Personne seule	29,6	23,5
Autres	4,3	5,8
Total	**100,0**	**100,0**

Source : Statistique Canada, Recensement de 2001.

Si l'on compte plus de couples avec enfants en Ontario qu'au Québec, le nombre moyen d'enfants de ces couples n'est pas très différent au Québec (1,8) et en Ontario (1,9). La proportion de personnes vivant en couple (avec et sans enfants) est plus importante en Ontario, mais il existe des différences selon l'âge. Chez les personnes de 30-34 ans, les proportions sont les mêmes dans les deux provinces; parmi les personnes plus âgées, les Québécois sont moins souvent en couple et, parmi les plus jeunes, ils le sont plus souvent. Chez les hommes de 55-64 ans, par exemple, 83 % des Ontariens vivent en couple comparativement à 76 % des Québécois; chez les femmes des mêmes âges, plus touchées par le veuvage, 71 % des Ontariennes vivent en couple en regard

Évolution de la population et du nombre de ménages, Québec et Ontario, 1971-2001 et régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de Toronto, 2001

	Population totale	Ménages privés		
		Nombre	Personnes	Personnes par ménage
	n			
Québec				
1971	6 027 764	1 605 747	5 874 430	3,66
1981	6 438 403	2 172 858	6 296 434	2,90
1991	6 895 963	2 634 301	6 747 062	2,56
2001	7 237 480	2 978 110	7 097 855	2,38
Ontario				
1971	7 703 106	2 228 160	7 547 460	3,39
1981	8 625 107	2 969 785	8 452 975	2,85
1991	10 084 885	3 638 364	9 900 067	2,72
2001	11 410 045	4 219 410	11 254 725	2,67
Montréal (RMR)				
2001	3 426 350	1 417 360	3 369 810	2,38
Québec (RMR)				
2001	682 757	295 105	667 960	2,26
Toronto (RMR)				
2001	4 682 897	1 634 755	4 637 210	2,84

Source : Statistique Canada, Recensements du Canada.

de 65 % des Québécoises. Chez les femmes de 20-24 ans, 29 % des Québécoises vivent en couple en regard de 21 % des Ontariennes et, chez les hommes de 25-29 ans, 46 % des Québécois ont une conjointe en regard de 41 % des Ontariens.

On peut également examiner par âge les proportions de personnes qui vivent seules dans les deux provinces. Parmi tous les groupes d'âge entre 15 et 85 ans, 15 % des Québécois vivent seuls au Québec, ratio qui cette proportion est proche de 10 % en Ontario aux mêmes âges. Chez les plus âgés, la proportion augmente un peu et les Ontariens de 85 ans et plus vivent plus souvent seuls (22 %) que les Québécois (18 %). Les femmes vivent aussi moins souvent seules que les hommes mais, avec l'âge (et les ruptures d'union), les femmes plus âgées sont beaucoup plus souvent seules que les hommes. Au Québec, 32 % des femmes de 65-74 vivent seules contre 26 % des femmes des mêmes âges en Ontario. Comme chez les hommes, les femmes de plus de 85 ans vivent plus souvent seules en Ontario qu'au Québec.

En fait, les personnes très âgées habitent plus souvent dans un logement collectif au Québec (43 % et 30 % des femmes et des hommes de 85 ans et plus) qu'en Ontario (34 % des femmes et 21 % des hommes des mêmes âges).

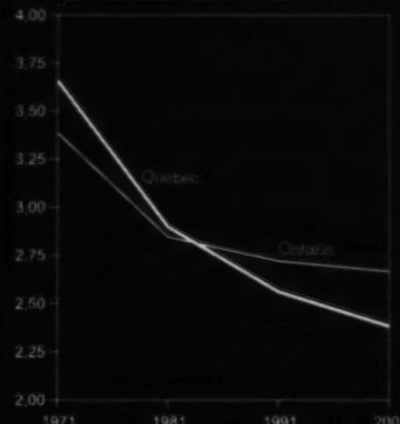
L'examen des différences dans la situation domestique par âge permet aussi de noter la présence plus importante, en Ontario, des grands enfants à la maison. Ainsi, près d'un tiers (32 %) des hommes de 25-29 ans vivent encore chez leurs parents en Ontario en comparaison de près du quart au Québec (24 %). Chez les femmes des mêmes âges, 20 % des Ontariennes vivent chez leurs parents en regard de 13 % au Québec.

De nombreux facteurs historiques, socioéconomiques et sociodémographiques sont susceptibles d'expliquer les différences observées dans la situation domestique des deux provinces voisines. La fécondité a été supérieure, inférieure et semblable selon les années au Québec et en Ontario. Le célibat a traditionnellement été plus élevé au Québec que dans l'ensemble du Canada. Les ruptures par divorce, disparaissant plus rares au Québec, y sont maintenant plus élevées qu'en Ontario. L'immigration est plus importante en Ontario qu'au Québec et cette population vient souvent de pays où les ménages et les familles sont plus nombreux. Comme l'augmentation de la population est beaucoup plus forte en Ontario, la pression sur le marché des logements est aussi plus grande. Enfin, il ne faut pas oublier que la dépense des ménages pour le logement est beaucoup plus élevée en Ontario, soit de 48 %. Selon l'Enquête sur les dépenses des ménages de Statistique Canada de 2001, un ménage ontarien dépense en moyenne 12 900 $ pour le logement en regard de 8 700 $ au Québec. L'écart est encore plus important chez les ménages locataires, le loyer moyen étant de 57 % plus élevé en Ontario (8 000 $) qu'au Québec (5 100 $). Les Québécois qui le désirent peuvent donc plus facilement quitter le foyer familial ou vivre seuls. Les logements ontariens comptent en moyenne plus de pièces (6,4 en regard de 5,8) (Nobert, 2003) mais, si l'on calcule le nombre de pièces par personne, les Québécois disposent d'un nombre de pièces par personne (2,44) semblable à celui des Ontariens (2,40). En fait, c'est surtout à Toronto qu'une pression s'exerce sur les logements: si l'on appliquait la taille moyenne des ménages de la RMR de Toronto aux RMR de Montréal et de Québec, on noterait ainsi plus de 200 000 logements à Montréal et plus de 50 000 à Québec.

Référence

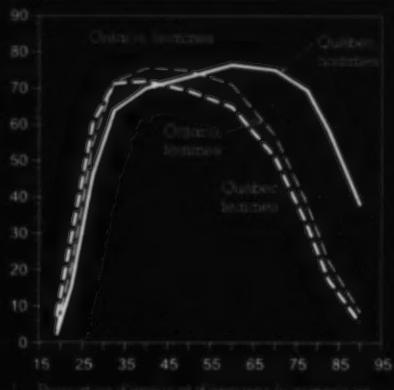
Nobert, Yves (2003). « Le logement au Québec et en Ontario en 2001. Des profils contrastés », *Données sociodémographiques en bref*, vol. 7, n° 2, p. 6-8.

Évolution de la taille moyenne des ménages, Québec et Ontario, 1971-2001



Source : Statistique Canada, Recensements du Canada.

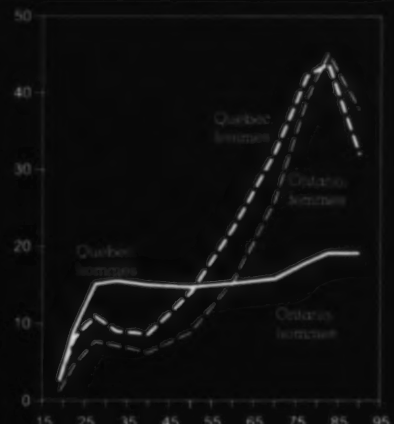
Proportion d'époux et d'épouses[1] selon l'âge, Québec et Ontario, 2001



1. Proportion d'époux et d'épouses (y compris en union libre) dans les ménages privés par rapport à la population totale, par groupe d'âge.

Source : Statistique Canada, Recensement de 2001.

Proportion de personnes seules selon l'âge et le sexe, Québec et Ontario, 2001



Source : Statistique Canada, Recensement de 2001.

Professions : convergence entre les sexes?

par Suzanne Arsenault

À cours de la période 1991-2001, les bouleversements du marché du travail amorcés longtemps auparavant se sont poursuivis. Selon les données des recensements canadiens, la population active a augmenté davantage chez les femmes que chez les hommes, et la part des emplois exigeant un diplôme universitaire a été accrue tant chez les hommes que chez les femmes. Par ailleurs, l'embauche dans les professions de gestion a progressé chez les femmes alors qu'elle a regressé chez les hommes. Le principal domaine en croissance pour les deux sexes est celui des sciences naturelles et appliquées dont les professions en informatique. Pendant ce temps, la répartition par sexe des autres professions a connu de nombreux changements. Quel est l'effet total de ces modifications et se traduit-il par un rapprochement de la structure professionnelle entre hommes et femmes?

Principales professions : secrétaires et vendeurs toujours populaires

Les changements de la composition professionnelle s'effectuent lentement. Sur les 20 professions les plus fréquentes en 1991, on en retrouve encore, en 2001, 17 chez les femmes et 18 chez les hommes : surtout des professions de la vente et des services chez l'un ou l'autre sexe, ainsi que les professions liées aux affaires, aux finances et à l'administration chez les femmes, et les métiers, transport et machinerie chez les hommes.

Les trois principales professions sont demeurées les mêmes chez les femmes : secrétaires, vendeuses et caissières. Chez les hommes, les professions en informatique arrivent en 2001 au premier rang, reléguant les postes de vendeurs au troisième rang pendant que les camionneurs accèdent au deuxième rang[1].

La hausse de 10,9 % du nombre de femmes sur le marché du travail s'est effectuée surtout dans des professions différentes des 20 principales professions de 1991, car l'effectif de ce groupe a diminué. Par ailleurs, en 2001, dans le palmarès des 20 principales professions, sont apparus chez les deux sexes les vérificateurs et comptables; en outre, chez les femmes, se sont ajoutées les professions en informatique et les commis aux services à la clientèle et, enfin, chez les hommes, les directeurs des ventes, marketing et publicité.

Professions dominantes : réduction marquée du nombre chez les hommes

La concentration de la population active dans certaines professions se manifeste par l'existence de châteaux forts où chaque sexe est dominant. Cette section fait

Encart méthodologique

Les données sont extraites des recensements canadiens et elles portent sur le Québec. Les professions sont classées selon leur rang en fonction de la taille de l'effectif de 1991 et de 2001. La classification CTP91 Historique, conçue par Statistique Canada, permet de comparer les 506 professions de 1991 et de 2001, puisqu'elle intègre les nouvelles professions de 2001. Cependant, la correspondance n'a pu être établie totalement de telle sorte que quelques regroupements de professions sont effectués. Par exemple, les nouvelles professions de « concepteurs et développeurs Web » sont regroupées avec les autres professions en informatique que sont les ingénieurs, analystes, opérateurs, agents de soutien, programmeurs et évaluateurs de logiciels.

Afin de tenir compte du niveau de compétence des professions, lequel prend en considération le niveau de responsabilité de l'emploi, la complexité des tâches, l'expérience requise, la durée et la nature des études de même que la formation exigée pour occuper l'emploi, Développement des ressources humaines Canada a élaboré la Classification nationale des professions, version CNP2001. Une matrice de concordance existe entre la CNP2001 et la CTP91. Pour établir le lien avec la CTP91 Historique, certains ajustements ont été faits par l'Institut de la statistique du Québec. Les niveaux de compétence sont répartis en quatre classes : A-Professionnel, B-Technique, C-Intermédiaire et D-Élémentaire. À ces niveaux s'ajoutent Gestion 1-Cadres supérieurs et Gestion 2-Autres cadres. Pour de plus amples détails sur la CNP2001 et la CTP91 Historique, se référer aux catalogues MP53-25-2001 et 92-378 respectivement. Bien que ce classement du niveau de compétence ne reflète pas en tout temps la situation québécoise ni les critères d'accès des personnes exerçant la profession depuis longtemps (Gauthier, 2001 : 258), il demeure un outil intéressant.

Pour distinguer les professions traditionnelles des non traditionnelles, la méthode du coefficient de représentation est appliquée (Hughes, 1995 : 17). L'indicateur clé est la répartition par sexe pour l'ensemble des professions, qui délimite les deux catégories. Une profession est traditionnelle si la répartition par sexe de cette profession est égale ou supérieure à l'indicateur clé; sinon, la profession est non traditionnelle. Par exemple, en 2001, la proportion de femmes dans la population active est de 46,2 %, soit un coefficient de représentation de 1,00. Toutes les professions affichant un coefficient inférieur à 1,00 indiquent une sous-représentation des femmes. Les professions dites fortement non traditionnelles (FNT) ont un coefficient inférieur à 0,5 : la proportion de femmes y est inférieure à 23,1 %. Les professions intermédiaires non traditionnelles (INT) ont un coefficient compris dans l'intervalle 0,5-0,99, soit une proportion de femmes équivalant à 23,1 %-46,1 %. Ces proportions représentent des bornes qui varient selon le sexe et l'année; ainsi, chez les hommes en 2001, l'indicateur clé étant de 53,8 %, les proportions sont de 26,9 %-53,7 % (INT) et de moins de 26,9 % (FNT).

La comparaison temporelle dans l'article est établie à partir de 1991. L'analyse évolutive peut aussi être établie à partir des professions de 1991 communes à 2001 ou en regard des structures respectives de 1991 et de 2001. Cette dernière est utilisée particulièrement pour comparer les professions traditionnelles ou non traditionnelles. Dans la majorité des cas, les professions sont ordonnées selon le rang de 2001. En raison de l'espace restreint de cet article, d'autres tableaux sont consultables sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec.

1. L'ordre des professions peut être différent selon la classification retenue. Si l'on utilise la classification de 2001 (CNP-S 2001) plutôt que la classification comparative (CTP91 Historique), la profession de camionneur arrive au premier rang chez les hommes.

référence aux professions à forte dominance, soit la représentation de 90 % et plus d'un sexe.

Les professions qui étaient presque exclusivement occupées par un seul sexe en 1991 et qui le sont demeurées en 2001 regroupent 17,8 % des femmes, réparties dans 16 professions, et 28,6 % des hommes, répartis dans 124 professions. La proportion de travailleurs et travailleuses dans ces professions a régressé. Le bilan de la mobilité entre les professions au cours de la période 1991-2001 se solde par une réduction du nombre de professions à forte dominance masculine : des 168 professions de 1991, il en reste 124 en 2001, auxquelles 3 nouvelles professions s'ajoutent. Chez les femmes, des 17 professions qu'elles dominent en 1991, une seule n'appartient plus à cette catégorie alors que 5 nouvelles professions de plus y figurent.

Deux des cinq professions les plus fréquentes, toujours à forte dominance féminine en 2001, se rattachent aux affaires, à la finance et à l'administration (50,3 % du total). Quant aux hommes, ils sont encore cantonnés essentiellement dans les professions liées aux métiers, transport et machinerie. L'ensemble des professions qui connaissent une forte dominance s'applique aux mêmes domaines. Par ailleurs, le critère d'entrée le plus fréquent de ces professions est le niveau de compétence B-Technique chez les hommes et les femmes.

Tableau origine-destination des professions selon le nombre et le sexe, Québec, 1991-2001

			Destination 2001			
			FNT	INT	Traditionnelles	Total
Femmes	**Professions**		Niveau 3	Niveau 2	Niveau 1	
Origine 1991	FNT	Niveau 3	216	28	1	245
	INT	Niveau 2	5	80	24	109
	Traditionnelles	Niveau 1	1	6	145	152
	Total		221	114	170	506
	Transitions ascendantes					+54
	Transitions descendantes					-12

			Destination 2001			
			FNT	INT	Traditionnelles	Total
Hommes	**Professions**		Niveau 3	Niveau 2	Niveau 1	
Origine 1991	FNT	Niveau 3	57	4	0	61
	INT	Niveau 2	4	79	7	92
	Traditionnelles	Niveau 1	5	23	325	353
	Total		66	106	332	506
	Transitions ascendantes					+11
	Transitions descendantes					-32

Source : Statistique Canada, Recensement de 2001. Compilations spéciales pour le compte de l'Institut de la statistique du Québec.

Les cinq professions à forte dominance les plus fréquentes demeurées presque exclusivement occupées par un seul sexe, Québec, 1991 et 2001

Structure professionnelle de 1991 commune à celle de 2001 (CTP91 Historique)	Rang		Population active[1] de 15 ans et plus	
	Effectif			
	1991	2001	1991	2001
			n	
Femmes				
B211 Secrétaires (sauf domaines juridique et médical)	1	1	143 325	95 075
D112 Infirmières diplômées	6	5	48 365	50 395
G813 Éducatrices et aides éducatrices de la petite enfance	20	7	15 325	39 610
I161 Opératrices de machines à coudre	9	13	33 410	27 895
B514 Réceptionnistes et standardistes	11	16	29 065	24 120
Total des 5 professions les plus fréquentes			269 490	237 095
Total des 16 professions à forte dominance (>90 %)			325 925	299 930
Total des 506 professions			1 517 370	1 682 075
Hommes				
H711 Conducteurs de camions	3	2	49 360	58 330
H421 Mécaniciens, techniciens et réparateurs d'automobiles	5	6	33 975	31 960
H812 Manutentionnaires	11	7	26 820	31 730
H714 Chauffeurs-livreurs	9	8	27 930	26 790
H121 Charpentiers-menuisiers	6	11	30 090	25 750
Total des 5 professions les plus fréquentes			168 175	174 560
Total des 124 professions à forte dominance (>90 %)			576 655	562 010
Total des 506 professions			1 923 440	1 962 300

1. Population active expérimentée selon l'emploi occupé le plus longtemps depuis le 1er janvier de l'année précédant le recensement.

Source : Statistique Canada, Recensement de 2001 (97F0012XCB01002).
Compilations de l'Institut de la statistique du Québec.

De nouvelles professions traditionnelles, surtout chez les femmes

Une profession est considérée comme traditionnelle (niveau 1) pour les femmes, en 2001, si la part des femmes est égale ou supérieure à la proportion de l'ensemble des femmes dans la population active (≥46,2 %); cette profession est alors considérée comme non traditionnelle pour les hommes (<53,8 %). En complément, les professions non traditionnelles sont classées en deux niveaux : INT (niveau 2) et FNT (niveau 3).

Deux constats généraux retiennent l'attention. Le premier, c'est que les professions traditionnelles regroupent environ les trois quarts de la main-d'œuvre en 1991 et en 2001, chez les hommes comme chez les femmes. Le deuxième, que ces professions sont plus diversifiées chez les hommes : en 2001, leur nombre est de 337 chez les hommes contre 170 chez les femmes.

Le tableau origine-destination rend compte du nombre de professions ayant changé de niveau. De 1991 à 2001, le solde net des transitions ascendantes (vers des niveaux supérieurs) et descendantes (inversement) avantage les femmes. En 2001, les femmes occupent 170 professions traditionnelles par

rapport à 132 en 1991, sur un part de 18 professions dans lesquelles elles étaient sous-représentées en 1991. La plupart des nouvelles professions traditionnelles relèvent du milieu des affaires, finances et administration, et de la gestion, chez les femmes, et de la transformation, fabrication et services d'utilité publique chez les hommes. Le rang des emplois occupés par des femmes, dans les nouvelles professions, requérant des études universitaires

Professions fortement non traditionnelles : plus de changements chez les femmes

Des 506 professions répertoriées, les professions FNT en 2001 regroupent 221 professions chez les femmes (soit 215 professions qui le sont restées depuis 1991, plus 6 nouvelles, tandis que 30 ne le sont plus), comparativement à 66 chez les hommes (dont le maintien de 57 professions, plus 9 nouvelles, tandis que 4 ne le sont plus). En somme, un transfert de professions FNT s'est opéré vers des niveaux supérieurs chez les femmes et inversement chez les hommes. Les professions FNT concernent moins de 7 % de la population active, masculine ou féminine.

L'évolution depuis 1991 peut être étudiée sous un autre angle : quelles sont les professions qui ont connu une augmentation de la représentation du sexe minoritaire parmi les professions classées FNT en 1991? Les résultats indiquent que cette transition s'applique à un plus grand nombre de professions chez les femmes (186 professions) que chez les hommes (31 professions). Les plus fortes hausses sont rapportées chez les femmes comme chez les hommes dans des professions qui comportent un petit effectif. Par contre, des gains appréciables chez les femmes sont enregistrés dans les professions plus nombreuses suivantes : spécialistes des ventes, conductrices d'autobus, métro et autres transports en commun ainsi que expéditrices et réceptionnaires. Ces trois professions exigent surtout des critères d'admissibilité de niveau C.

2. Il faut noter, d'une part, qu'une hausse de la proportion d'un sexe donné au sein d'une profession peut se produire dans une profession dont l'effectif décline. D'autre part, ce gain se traduit par une augmentation de l'effectif des professions traditionnelles, mais a peu d'effet sur la part de la main-d'œuvre féminine dans ces professions, qui demeure autour de 78 %.

Conclusion

La structure professionnelle des femmes a été particulièrement modifiée depuis 1991 avec l'arrivée de travailleuses dans des professions où elles étaient peu représentées. De leur côté, les hommes ont réduit leur participation à des professions qu'ils occupaient presque exclusivement. Ces changements ont réduit dans la concentration par sexe des professions.

Les cinq professions fortement non traditionnelles les plus fréquentes ayant connu une augmentation de la représentation du sexe minoritaire, Québec, 1991-2001

Structure professionnelle de 1991 selon celle de 2001 (CTP91 Historique)	Population de 15 ans et plus[1]		Répartition par sexe		Différence du coefficient de représentation
	1991	2001	1991	2001	1991-2001
	n		%		
Femmes					
De FNT à INT					
G121 Spécialistes des ventes techniques : vente en gros	2 725	3 645	21.5	27.4	0.11
G631 Gardiennes de sécurité et personnel	4 790	5 905	19.1	23.8	0.08
H712 Conductrices d'autobus et opératrices de métro et d'autre matériel de transport en commun	3 305	4 600	21.3	26.1	0.09
Demeurées FNT					
G933 Concierges et concierges d'immeubles	7 895	8 295	18.7	20.8	0.03
B571 Expéditrices et réceptionnaires	3 880	5 700	17.6	22.3	0.09
Total des 186 professions FNT	73 340	111 055			
Hommes					
Demeurées FNT					
G513 Serveurs d'aliments et de boissons	11 030	10 195	19.1	20.9	0.04
G311 Cassiers	8 185	9 755	12.0	13.5	0.04
E132 Instituteurs à la maternelle et au niveau primaire	6 615	7 330	14.2	14.0	0.01
D112 Infirmiers diplômés	4 585	5 015	8.6	9.1	0.01
J161 Opérateurs de machines à coudre	2 340	3 010	9.1	9.7	0.02
Total des 31 professions FNT	56 105	60 130			

1. Population active expérimentée selon l'emploi occupé le plus longtemps depuis le 1er janvier de l'année précédant le recensement.

Source : Statistique Canada, Recensement de 2001 (97F0012XCB01022).
Compilation de l'Institut de la statistique du Québec.

Références

Gauthier, Hervé (2001). « Les professions », *Portrait social du Québec. Données et analyse*, édition 2001, Québec, p. 245-265.

Hughes, K. D. (1995). « Les femmes et les professions non traditionnelles », *L'emploi et le revenu en perspective*, Ottawa, Statistique Canada (75-001), automne, p. 16-22.

Ce bulletin est réalisé par l'Unité des conditions de vie et l'équipe du programme démographie.

Pour plus de renseignements :
Sylvie Jean, chargée de projet
200, chemin Sainte-Foy, 3e étage
Québec (Québec)
G1R 5T4
Téléphone : (418) 691-2406 (poste 3155)
Courriel : sylvie.jean@stat.gouv.qc.ca
Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Canada
Bibliothèque nationale du Québec
2e trimestre 2003
ISSN 1491-6789

© Gouvernement du Québec

Institut de la statistique Québec